

les éviter ? Soutenir telle action ou éviter d'y être rattaché ? De mail en mail, les discussions vont bon train. « *On fonctionne de façon horizontale, il n'y a pas de "contrôle" ni de "ligne" nationale. L'existence de divergences est un corollaire de notre mode de fonctionnement*, explique Armelle Gardien. *Il peut y avoir des discussions sur les principes à tenir et les actions à entreprendre mais, dans l'ensemble, il y a quand même un accord global sur ce que nous défendons.* »

Manifestations devant les préfectures, suivi des tracas administratifs des familles ou hébergement temporaire lorsque des sans-papiers n'ont plus de toit... Les militants de RESF peuvent envahir un tarmac pour bloquer une expulsion en avion comme se mettre d'accord avec l'État pour intervenir dans les Centres d'accueil de demandeurs d'asile (Cada). Chaque collectif avise et tranche la question de ses modes de mobilisation. Protéiforme, le réseau touche à tout, chaque militant apportant ses idées et son savoir-faire.

Au fil des années, de nombreuses initiatives se sont ainsi agrégées aux mobilisations traditionnelles. À Martigues, se tient depuis huit ans le festival musical Les Bienvenus, dont les recettes permettent de financer avocats et frais de procédures de régularisation. À Montpellier, le collectif RESF a créé l'atelier d'écriture Confettis collectifs, lieu de rencontre entre de jeunes majeurs sans papiers et des écrivains.

En fin de compte, on en revient toujours à l'échelle locale, où se prennent les décisions aussi bien en termes de choix d'action que de limites de mobilisations. « *Aujourd'hui, de nombreux militants RESF sont engagés autour des déboutés du droit d'asile*, note Armelle Gardien. *La question des sans-papiers scolarisés reste importante, mais beaucoup de collectifs en débordent. Depuis 2004, le sentiment d'urgence a changé.* »

Capacité à évoluer ou dispersion ? Impossible de trancher, c'est à chacun de décider. Car RESF ne parle pas d'une seule voix. Le réseau, c'est avant tout des individus qui, à un moment donné, se sont engagés, rappelle Murelh Ntyandi. Ce jeune développeur Web n'a rien oublié des années de galère qui ont précédé sa régularisation ni des mains tendues par les militants de Montpellier : « *Pour moi, la force du réseau, c'est son système de parrainage : à chaque personne un parrain qui aide, guide, accompagne.* » Depuis près de douze ans, des citoyens créent des liens, tentent d'abattre les murs administratifs qui isolent. Qui peut dire que cela ne change rien ?

» Lena Burjström

Sur place, >
un accueil
chaleureux et un
accompagnement
dans les
démarches.

LISA VIOLA ROSSI



Cartes de presse en exil

Structure atypique, la Maison des journalistes, à Paris, accueille des réfugiés du monde entier empêchés d'exercer leur métier.

Traqués, persécutés, interdits. En butte aux autorités, avec une liberté d'expression muselée. La Maison des journalistes (MDJ) abrite un arc-en-ciel de cartes de presse en exil. Une cosmogonie pêle-mêlant les nationalités, des hommes, des femmes, avec leur culture, leur langue, leurs itinéraires différents. Des journalistes venus pour la plupart aujourd'hui de Syrie, d'Iran, de Turquie, de République démocratique du Congo ou du Burundi, mais encore du Bangladesh et d'Afghanistan, victimes de répression, accueillis dans une Maison représentant, mine de rien, le sismographe de la situation de la presse dans le monde.

Créée en 2002, la MDJ a d'abord ouvert ses portes à Bobigny, avant de s'implanter dans le XV^e arrondissement parisien, au 35, rue Cauchy, dans les murs d'une ancienne usine. Elle est financée à hauteur de 350 000 euros par an par la Mairie de Paris, des médias parairains (TV5 Monde, Arte, RFI, Radio France, notamment), Presstalis, des organismes comme la Scam et le Comité de protection des journalistes.

Sur place, les journalistes y trouvent un accueil plus que chaleureux. Un accompagnement, d'abord, dans leurs démarches administratives, juridiques et professionnelles, tandis que

leur sont proposés des activités culturelles, des rencontres avec leurs homologues français, des ateliers de formation, dont les cours de français sont évidemment le point d'orgue, et une aide pour ceux ayant acquis le statut de réfugié politique afin de retrouver un emploi. Mais la MDJ se veut aussi un lieu de résidence, disposant d'installations communes et de quatorze chambres pour loger demandeurs d'asile et réfugiés pour une durée minimum de six mois (et ils sont accompagnés après leur départ). Vivre ensemble ici, c'est peu dire. En une dizaine d'années, ce sont 319 journalistes qui ont déjà transité par ce lieu de renaissance et de résurrection.

Curieusement, s'il y a eu quelques tentatives en Espagne ou en Allemagne, cette structure peut se targuer d'être unique au monde. « *Est-ce dû à une solidarité plus forte, à une attention à la liberté d'expression ? Qui sait ? Peut-être est-ce lié au siècle des Lumières, à une tradition révolutionnaire ?* », s'interroge Denis Perrin, journaliste et membre du conseil d'administration de la MDJ. En attendant, elle propose des missions d'information au public, des actions de sensibilisation articulées autour de la liberté de la presse. Parce qu'il ne s'agit pas là seulement de défendre une corporation.

» Jean-Claude Renard